

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

TROYES, le 3 mai 2023

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 23-210

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CHAPLAIN

Lieu-dit « Les Grandes Pièces »

10140 PUIITS-ET-NUISEMENT

Code AIOT : 0005704043

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06 avril 2023 dans l'établissement CHAPLAIN implanté lieu-dit "Les Grandes Pièces" 10140 PUIITS-ET-NUISEMENT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à différentes plaintes reçues, depuis janvier 2023, pour les nuisances générées sur le territoire de la commune de PUIITS-ET-NUISEMENT qui seraient dûes à l'exploitation de trois carrières situées sur la même commune, l'inspection des installations classées a procédé à une visite d'inspection inopinée le 6 avril 2023.

Il est précisé que le directeur de la carrière n'était présent sur site le jour de la visite.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHAPLAIN
- Lieu-dit "Les Grandes Pièces" 10140 PUIITS-ET-NUISEMENT
- Code AIOT : 0005704043
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CHAPLAIN exploite la carrière de matériaux calcaires à ciel ouvert sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2013002-0003 du 02 janvier 2013 modifié. L'autorisation porte sur une superficie de 10 ha pour une durée de 30 ans. La production moyenne annuelle de matériaux autorisée est de 150 000 tonnes (300 000 t maximum).

Les matériaux extraits sont traités par une installation de traitement d'une puissance de 312 kW.

L'exploitation est réalisée par la création de fronts successifs d'une hauteur de 10 m. L'exploitant est autorisé à faire des tirs de mine dans le cadre de son exploitation sous couvert de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2021140-0003 du 20 mai 2021, à raison d'un tir par mois maximum.

La remise en état de la carrière est réalisée par le remblaiement de la fosse d'extraction avec des déchets inertes extérieurs. Dans ce cadre, l'exploitant a été autorisé, par arrêté préfectoral complémentaire n° PCICP2023003-0001 du 3 janvier 2023, à augmenter la quantité de déchets inertes extérieurs réceptionnés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Voies d'accès, limitations des pollutions, poussières, bruit, tirs de mines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
3	Pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 19.3	/	Lettre de suite préfectorale	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Aménagement	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 5	/	Sans objet
2	Prévention pollution	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 17	/	Sans objet
4	Bruit et vibration	Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 22 et 22.1	/	Sans objet
5	Abattage à l'explosif	AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.1 à 2.4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au vu des constats émis, l'inspection des installations classées propose de rappeler les obligations réglementaires à l'exploitant via une lettre préfectorale, notamment sur le suivi des retombées de poussières.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées ne peut qu'encourager l'exploitant à communiquer auprès de la collectivité sur les dates où sont réalisés les tirs de mines et à réaliser une réunion d'information, voire une visite de la carrière, auprès des riverains. Cette réunion pourrait être organisée avec les 3 carriers de la commune de PUIITS-ET-NUISEMENT.

Il est noté que l'exploitant envisage une extension de son exploitation et que selon lui, cette extension ne nécessitera pas l'usage d'explosif (extraction moins profonde et roche plus "tendre").

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 5
Thème(s) : Autre, Accès voirie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Le chemin menant à la carrière doit être renforcé, permettre le croisement de deux camions et revêtu d'un béton routier de la RD 79c jusqu'à l'entrée de la carrière pour éviter l'apport de boues sur la voie publique et l'envol de poussières.
Constats : Le chemin d'accès est bien revêtu d'un béton routier et renforcé pour le croisement des camions. Ce point ne soulève pas d'observation complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Prévention pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 17
Thème(s) : Autre, Limitation pollutions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La carrière et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel. L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques. Si nécessaire, l'exploitant nettoiera ces voies de circulation. Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé PA visé à l'article 1 doit être réalisé dans le respect des limites de PTAC et PTRR fixées par le Code de la Route.
Constats : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les pollutions, notamment l'envol des poussières. Un dispositif de lavage de roues est en place sur le site, les pistes sont arrosées lorsque nécessaire. Ce point ne suscite pas d'observation complémentaire de la part de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 19.3
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance des retombées de poussière
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un réseau de surveillance des retombées de poussières est créé. Il comprend 3 stations de mesure qui sont implantées conformément au plan en annexe. Des analyses auront lieu tous les semestres, les résultats seront transmis sous un mois après réception à l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées qu'il avait pris un retard sur le suivi des retombées de poussières et n'a pu présenter les résultats de la dernière mesure. L'exploitant s'est engagé à faire une mesure de retombées de poussière sous 3 mois. L'inspection des installations classées propose à madame la Préfète de rappeler les obligations réglementaires à l'exploitant par une lettre de suite préfectorale, notamment le suivi des retombées de poussières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 4 : Bruit et vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/01/2013, article 22 et 22.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bruits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité. En dehors des tirs de mines, les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35dB(A), d'une émergence supérieure à : <ul style="list-style-type: none">- 5dB(A) pour la période allant de 7h00 à 22h00, sauf dimanches et jours fériés ;- 3dB(A) pour la période allant de 22h00 à 7h00, ainsi que les dimanches et jours fériés. L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'elle est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthode décrite à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement. Les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser en limite de la zone d'exploitation autorisée (périmètre PA défini à l'article 1) sont : <ul style="list-style-type: none">* 70 dB(A) de 7h00 à 22h00 sauf dimanches et jours fériés* 60 dB(A) de 22h00 à 7h00 ainsi que les dimanches et jours fériés En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation. Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré Lecq. L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci. Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur des carrières, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation à compter du 22 octobre 1989 doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995. L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes. Un contrôle des niveaux sonores est effectué tous les 5 ans, la première mesure étant réalisée dans un délai maximum d'un an après le début d'extraction.
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de mesure de bruit réalisé le 2 mars 2023. Ce dernier ne présente pas de non-conformité sur les valeurs obtenues.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Abattage à l'explosif

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 20/05/2021, article 2.1 à 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Tirs de mine
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>Art 2.1 :</u> Avant chaque tir de mine, l'exploitant est tenu de déterminer un plan de tir à l'aide d'un bureau d'étude compétent en la matière. Ce plan de tir doit notamment tenir compte du phasage de l'exploitation, de la nature du gisement, de la géologie locale et des conditions météorologiques. <u>Art 2.3 :</u> Le chargement sera conforme au plan de tir validé. La quantité maximale d'explosif utilisée pour chaque tir est de 2 000 kg. Le nombre de tirs de mine est limité à 1 tir par mois. Les tirs de mines ont lieu les jours ouvrables. Une purge systématique du front de taille est réalisée après chaque tir. <u>Art 2.4 :</u> L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs. Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Aucun dépassement de ces vitesses n'est toléré. L'exploitant est tenu d'informer l'inspection des installations classées de tout dépassement du seuil de la vitesse particulière, en apportant toutes explications sur les causes de ce dépassement et sur les mesures mises en place pour éviter son renouvellement.
Constats : L'exploitant indique avoir réalisé 5 tirs de mine en 2022, et un tir en février 2023. A chaque tir de mine, il est mis en place des mesures sismographiques ; un sismographe est mis au cimetière de Nuisement (au plus proche des premières habitations) et un sismographe est placé au pied des bureaux de l'exploitation de la carrière. Les mesures de contrôle sismique relevées ne présentent pas de non-conformité. En effet, la vitesse particulière pondérée ne doit pas être supérieure à 10 mm/s selon 3 axes de construction (longitudinale, transversale, verticale). La valeur la plus importante relevée lors des tirs réalisés est de 1.22 mm/s (au plus proche des premières habitations). Valeur largement inférieure au seuil réglementaire. Concernant la surpression aérienne générée par les tirs, cette dernière est de 103 dBI en moyenne (107 dBI étant la valeur la plus importante). La circulaire n° 96-52 du 02/07/96 précise que le niveau de pression acoustique peut être limité à 125 dBI. L'activité de tir de mine réalisée par l'exploitant est conforme à la réglementation. La quantité d'explosifs utilisées sont inférieures à 2 000 kg/tir. Selon les besoins d'exploitation, l'exploitant devrait avoir recours à environ 5 tirs de mines durant l'année 2023. L'inspection des installations classées ne soulève pas de remarque complémentaire sur la réalisation des tirs de mines pratiqués conformément à la prescription contrôlée ci-dessus. L'inspection des installations classées encourage l'exploitant à communiquer avec la collectivité sur les jours où des tirs de mines seront réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet